



HAL
open science

Liberia, Sierra Leone, Guinée : la régionalisation de la guerre

Roland Marchal

► **To cite this version:**

Roland Marchal. Liberia, Sierra Leone, Guinée : la régionalisation de la guerre. Politique africaine, Karthala, 2002, pp.5 - 12. hal-03458637

HAL Id: hal-03458637

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-03458637>

Submitted on 30 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LE DOSSIER

5

Liberia, Sierra Leone, Guinée : la régionalisation de la guerre

COORDONNÉ PAR COMFORT ERO ET MARIANE FERME

INTRODUCTION AU THÈME

LIBERIA, SIERRA LEONE ET GUINÉE : UNE GUERRE SANS FRONTIÈRES ?

L'apparition d'un mouvement insurgé de l'Ouest dans la crise ivoirienne à l'automne 2002, où la forte présence de combattants libériens fait peu de doute, n'est peut-être pas l'ultime développement d'une série de conflits civils qui ont déchiré le Liberia depuis 1989, la Sierra Leone depuis 1991 et, de façon plus épisodique et délimitée, certaines zones de la Guinée, notamment en 2000 et 2001. Certes, on pourrait arguer que le conflit libérien a trouvé son terme en 1997 lorsque Charles Taylor a été élu à la présidence de la République et que la guerre en Sierra Leone a pris fin en 2001, que la Guinée enfin, hormis certains épisodes violents, n'a pas à faire face à une guerre civile. Néanmoins, parier sur la stabilisation de la région demeure aujourd'hui comme hier particulièrement risqué.

Ce dossier ne prétend pas fournir une analyse exhaustive de ces conflits, de leur récurrence et de leurs modalités propres. Il met néanmoins l'accent directement ou indirectement sur une série d'interrogations et de thèmes de recherche qui demeurent essentiels pour décrypter une crise dans une région qui, avant l'éclatement du conflit libérien, était trop souvent décrite comme un havre de stabilité de par l'absence de rivalités dues à la guerre froide. Parmi les thèmes qui se recoupent dans les cinq contributions de ce numéro, on voudrait ici en mentionner trois : le système de conflit qui s'est cristallisé à partir de la guerre au Liberia ; la crise de la jeunesse contre l'affirmation de l'« avidité » comme variable explicative de la violence ; les ambiguïtés des positions et des discours internationaux.

UN CAS PARADIGMATIQUE DE « SYSTÈME DE CONFLITS¹ » ?

La fin de la guerre froide n'a pas marqué le terme ni des guerres interétatiques ni des guerres civiles en Afrique. Mais, dans bien des cas, ces guerres inter- ou transétatiques sont intimement liées à des conflits civils, avec lesquels elles forment système. On peut en effet parler de « système de guerres » quand des conflits armés, produits de conjonctures nationales distinctes, relevant d'acteurs, de modalités et d'enjeux différents, s'articulent les uns aux autres et brouillent les frontières spatiales, sociales et politiques qui les distinguaient initialement. Ces conflits entrent en résonance et s'imbriquent les uns dans les autres, transformant leurs conditions de reproduction et, surtout, les parties qui s'affrontent, les enjeux de la lutte et les objectifs poursuivis. Une telle intrication de violences armées civiles et internationales fait ainsi système et rend extrêmement complexes les logiques des acteurs, obscurcit le jeu d'alliances qui peuvent paraître, elles aussi, sans logique. La guerre en République démocratique du Congo, elle-même « produite » par l'exportation du conflit civil non terminé au Rwanda après le génocide, est une très bonne illustration de cette situation. Tel semble aussi le cas des crises qui ont éclaté en Afrique de l'Ouest après le déclenchement de la guerre au Liberia.

Quelques rappels. La guerre éclate au Liberia en 1989². Profitant de bases arrière en Côte d'Ivoire et de l'appui tacite d'Houphouët-Boigny, le mouvement de Charles Taylor débute un conflit sanglant contre la dictature de Samuel Doe. Malgré l'intervention musclée du Nigeria, dotée d'un mandat de la Cedeao, l'insurrection s'enracine. La guerre en Sierra Leone ne débute qu'en mars 1991, mais la crise était là tant la domination autoritaire et prédatrice du parti unique, le All People's Congress, suscitait des oppositions internes de plus en plus radicales³. Si elle prend une forme définitivement violente, c'est par l'implication de Charles Taylor et de ses alliés dans la grande région, Blaise Compaore et le président libyen. Pour l'insurgé libérien, le but est double. Il s'agit d'abord de se venger du soutien qu'octroie le président sierraléonais, Joseph Momoh, à la force d'intervention régionale et qui rend une victoire plus difficile. Mais il y a aussi un autre calcul, plus régional et sans doute plus économique : en soutenant le Front révolutionnaire uni (Ruf) de Foday Sankoh, il s'agit d'élargir sa base militaire et, surtout, d'obtenir par son entremise le contrôle de la mise en vente des diamants de l'est de la Sierra Leone en échange d'armes et de munitions. Dès avril 1991, des exilés libériens trouvaient un appui logistique et politique non seulement en Sierra Leone mais aussi en Guinée pour contrer Charles Taylor et ses partisans. Ainsi, depuis le milieu des années 1990, les opposants au futur président libérien ont trouvé dans les deux pays voisins les facilités militaires pour mener des

incursions au Liberia. Ces forces ont également joué un rôle important en 1997 pour restaurer le président Ahmed Tejan Kabbah, renversé par un coup d'État militaire. En mai 2000, la zone frontalière entre les trois pays connaît encore des combats d'une intensité inégalée depuis 1991, alors que l'intervention britannique a déjà sécurisé une bonne partie du pays autour de la capitale sierra-léonaise. Les contributions de William Reno et de Mike McGovern éclairent amplement cette question pour la période la plus récente.

On comprend alors que, perçus sous cet angle, ces conflits sont en fait une même guerre menée dans trois pays différents, Liberia, Sierra Leone et Guinée⁴, une guerre sans frontières, donc. Leurs formes s'expliquent pour beaucoup par les liens tissés entre des individus qui furent un temps réfugiés, dirigeants politiques en exil, mutins, exclus du système scolaire et illettrés, et trouvèrent dans un pays voisin du leur le soutien politique et l'appui militaire pour créer et sustenter des mouvements armés afin de mener leurs guerres à partir des zones frontalières. On oublie en effet trop souvent le passé politique de ces dirigeants. Charles Taylor a été associé dans les années 1970 à un groupe politique radical et panafricaniste, le Mouvement pour la justice en Afrique (Moja) ou encore l'Union des associations libériennes aux Amériques (Ulaa) dont de nombreux membres, après avoir dans un premier temps soutenu l'arrivée au pouvoir de Samuel Doe, ont opté pour la dissidence armée sous la direction de Taylor. De la même manière, en Sierra Leone, les mouvements étudiantins radicaux ont fourni, au moins pour la première période du Ruf, les cadres dont ce mouvement avait alors besoin. Il faudrait également mentionner le rôle crucial qu'ont joué à la fin des années 1980 la Libye et le Burkina Faso, où étaient à demeure bien des futurs responsables des mouvements insurgés à venir. Ce sont ces liens⁵ qui expliquent le rôle dévolu à

1. Pour reprendre l'expression de Christine Messiant et Rémy Bazenguissa dans leur séminaire du DEA d'études africaines à l'université Paris-I en 2000-2001.

2. S. Ellis, *The Mask of Anarchy: the Destruction of Liberia and the Religious Dimension of an African Civil War*, Londres, Hurst and Co., 1999; A. Adebayo, *Liberia's Civil War: Nigeria, ECOMOG, and Regional Security in West Africa*, Boulder, Co., Lynne Rienner, 2002.

3. W. Reno, *Corruption and State Politics in Sierra Leone*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995. Voir aussi le dossier « Lumpen culture and political violence: the Sierra Leone civil war », *Africa Development*, XXII (3/4), 1997.

4. International Crisis Group, *Liberia: the Key to Ending Regional Instability*, Bruxelles, Freetown, ICG, « Africa Report n° 43 », avril 2002; W. Reno, *Warlord Politics and African States*, Boulder, Co., Lynne Rienner, 1998.

5. De la même manière, il serait possible de montrer les liens tissés entre les différentes figures de l'opposition armée à Charles Taylor. Sur cet aspect, voir A. K. Korama, *Sierra Leone: the Agony of a Nation*, Freetown, Adromeda Publications, 1996.

Charles Taylor par la communauté internationale à plusieurs moments dans le règlement difficile de la crise sierra-leonaise : c'est lui qui, en 1999, convainc l'un des dirigeants historiques du Ruf, Sam « Mosquito » Bockarie, de signer les accords de paix alors que celui-ci était plus que réticent. C'est lui également qui joue un rôle crucial dans la libération des quelque 500 Casques bleus pris en otage par le Ruf un an plus tard.

Souligner ce fait, cependant, ne revient pas à dire que ces dirigeants des insurrections avaient un quelconque idéal révolutionnaire : leurs pratiques démontrent amplement l'absence de projets de transformation sociale ou politique autres que la seule prise de pouvoir. De la même manière, il serait inexact de conclure que les chefs d'État de ces pays ont eu une volonté réelle de renverser leur homologue dans le pays voisin. L'instrumentalisation des oppositions armées a eu principalement pour but de disposer d'un moyen de pression supplémentaire dans un jeu régional rendu particulièrement complexe par le chevauchement des frontières de plusieurs groupes ethniques jugés à risque pour les pouvoirs en place : jamais le président Conté, par exemple, n'a voulu avoir au Liberia un État contrôlé par les Mandingues, qui fournissaient pourtant une composante significative de l'opposition armée à Taylor...

Néanmoins, pour stratégique qu'ait été ce dispositif relationnel (susitant notamment les discussions sur la privatisation de la guerre dans cette partie du continent), il ne rend pas compte de plusieurs dimensions importantes de ce système de conflits, sauf à céder à l'illusion « héroïque » qui explique les conflits par les stratégies des dirigeants insurgés et étatiques. La première, sur laquelle il n'est pas utile de revenir ici tant elle a fourni matière à une ample littérature, est la nature des crises dans ces pays : si elles ont été simultanées et mettent en lumière la déliquescence des appareils militaires⁶ avant la nature « faillie » ou criminelle des États⁷, elles n'ont pas les mêmes causes ni la même historicité. C'est là un point essentiel, que l'avenir de la Sierra Leone après les élections du printemps 2002 remettra à l'ordre du jour tôt au tard. Seul l'article de Mike McGovern y fait amplement référence en comparant la rhétorique contre-insurrectionnelle de Lansana Conté avec celle de Sékou Touré. Une autre dimension qui ne peut être ignorée, particulièrement bien analysée sous différentes facettes dans les articles de Mike McGovern, de Mariane Ferme et Daniel Hoffman, est en fait l'importance des frontières. On peut repérer cette importance dans ce dossier d'au moins deux façons. D'une part, est souligné le rôle de la société initiatique Poro⁸, souvent au cœur des modalités de la guerre et de la sécurité. Cette institution sociale avait joué dans le passé, notamment lors de l'insurrection de 1898, un rôle essentiel qui n'a pas été remis en cause malgré le temps et les politiques des États

indépendants. Au début des années 1980, le président Sékou Touré l'avait interdite, mais les jeunes franchissaient alors la frontière au Liberia ou en Sierra Leone pour y être initiés. Ce sont aussi les frontières qui permettent aux présidents Momoh et Kabbah démis de trouver refuge en Guinée. Ils ne furent pas les seuls, comme le montre l'analyse de Mike McGovern. On retrouve une situation où la frontière est une ressource essentielle de l'économie transnationale, de la guerre, des stratégies de survie mais aussi de recrutement, comme le rappelle de même William Reno dans sa contribution à ce dossier. Autrement dit, le système de conflits qui s'est noué autour du fleuve Mano apparaît à la fois comme une guerre sans frontières, mais aussi et surtout comme une guerre *de* frontières, soulignant l'importance politico-économique des espaces frontaliers et des « populations flottantes » qui y transitent⁹.

UNE CRISE DE LA JEUNESSE ?

Les conflits de la région offrent en second lieu l'occasion de réfléchir aux facteurs de la violence et de la mobilisation armée. L'ampleur des atrocités commises, notamment en Sierra Leone, ont suscité nombre d'interrogations et d'interprétations mettant tantôt l'accent sur le « néo-barbarisme » de rébellions tribalistes ayant perdu toute rationalité après la guerre froide (Robert Kaplan¹⁰), tantôt sur l'avidité de combattants sans foi ni loi (Paul Collier et d'autres¹¹). Les travaux de Paul Richards¹² ont eu pour premier intérêt de

6. J. Kandeh, « What does the militarist do when it rules? Military regimes : the Gambia, Liberia and Sierra Leone », *Review of African Political Economy*, n° 69, 1996.

7. C'est là une différence essentielle entre la situation guinéenne et celle de ces deux voisins, malgré par ailleurs une situation politique particulièrement alarmante. Pour des tentatives d'analyse de ces trajectoires d'État, voir W. Reno, *Corruption and State Politics...*, *op. cit.*, 1998, et J.-F. Bayart, B. Hibou et S. Ellis, *La Criminalisation de l'État en Afrique*, Bruxelles, Complexe, 1998.

8. S. Ellis, *The Mask of Anarchy...*, *op. cit.*, 1999.

9. Sur les notions de « population flottante » et de « gouvernementalité de frontière », voir J. Roitman, « The garnison-entrepôt », *Cahiers d'études africaines*, XXXVIII (150-152), 1998, pp. 2-4.

10. Thèse répétée *ad nauseam* depuis par d'autres. Lire R. Kaplan, « The coming anarchy », *Atlantic Monthly*, février 1994.

11. P. Collier et A. Hoeffler, « On economic causes of civil wars », *Oxford Economic Papers*, 50 (4), 1998, et P. Collier, « Doing well out of war : an economic perspective » in M. Berdal et D. Malone, *Greed and Grievance. Economic Agendas in Civil Wars*, Boulder, Co., Lynne Rienner, 2000. Et, sur un mode à peine différent, voir D. Keen, « The economic functions of violence in civil wars », *Adelphi Papers*, n° 320, 1998. Une critique de ce courant est tentée par R. Marchal et C. Messiant, « De l'avidité des rebelles. L'analyse économique de la guerre civile selon Paul Collier », *Critique internationale*, n° 16, juillet 2002.

12. P. Richards, *Fighting for the Rain Forest. War, Youth and Resources in Sierra Leone*, Oxford, Portsmouth, James Currey, Heinemann, 1996, K. Peters et P. Richards, « Jeunes combattants en Sierra Leone », *Cahiers d'études africaines*, XXXVIII (150-152), 1998, et P. Richards, « Sur la nouvelle violence politique en Afrique : le sectarisme séculier au Sierra Leone », *Politique africaine*, n° 70, juin 1998, pp. 85-104.

refuser une approche moraliste dans l'analyse du conflit sierra-léonais du fait de l'ampleur des atrocités commises dans la guerre par le Ruf (mais aussi par les forces gouvernementales, d'intervention régionale et de diverses milices). En mettant l'accent sur la crise de la jeunesse, cet auteur rappelait d'abord que les modèles simples, souvent construits à partir de la théorie du choix rationnel et de l'économétrie, et octroyant à la prédation un statut explicatif primordial, faisaient fi de l'histoire concrète des populations, des contradictions sociales et politiques qui avaient amené cette société à la guerre civile. Il mettait également l'accent sur une catégorie sociale, la jeunesse, qui s'est imposée depuis lors au centre des réflexions sur les formes de guerre en Afrique.

Sa contribution à ce numéro, écrite en collaboration avec Koen Vlassenroot, qui a étudié les milices *mai-mai* dans l'est du Congo¹³, est une théorisation de descriptions empiriques mobilisant les thèses de Durkheim. On y retrouve aussi des questionnements présents ailleurs sur l'importance de la globalisation, la récusation des thèses sur l'avidité des rebelles qui structurent aujourd'hui la perception des grandes institutions internationales (à voir la masse des publications sur les « diamants de sang »). Il trouve d'ailleurs ici le renfort de William Reno, dont les travaux ont pourtant bien longtemps laissé planer une certaine ambiguïté sur son adhésion à ce modèle mis en avant par la Banque mondiale. Seule approche à vocation plus théorique du dossier, c'est évidemment le texte qui suscitera le plus de débats. D'une part, parce qu'il s'inscrit dans une discussion assez vive avec des intellectuels de cette région, mais aussi parce qu'il propose une vision holiste, là où les études de cas soulignent l'importance des histoires de terroir, des stratégies individuelles ou de communautés, de l'hétérogénéité d'une catégorie sociale aux frontières particulièrement floues, de la dimension problématique et fluctuante des solidarités telles que conçues dans un cadre durkheimien.

Peut-être est-ce d'ailleurs dans ce cadre qu'il convient de lire la contribution de Susan Shepler, qui s'intéresse aux trajectoires des jeunes femmes qui se sont retrouvées, à un moment du conflit sierra-léonais, dans le camp des insurgés. Comme elle le souligne, la jeunesse, pour les analystes et les acteurs internationaux, n'est trop souvent que la jeunesse masculine, les femmes étant renvoyées dans cette vision au discours moralisateur et aux fonctions élémentaires de moyen d'échange dans les relations sociales. C'est donc de ce point de vue un article novateur qui devrait susciter de nouvelles enquêtes ailleurs, avant de permettre une réflexion plus théorique.

LES AMBIGUÏTÉS DU POSITIONNEMENT INTERNATIONAL

Le choix a été fait de ne pas traiter directement des interventions internationales, notamment britannique, en Sierra Leone, qui a permis la victoire électorale du président Kabbah et la marginalisation politique du Ruf. Il existe sur ce thème une littérature importante, de qualité variable, qui fait le point sur les différents avatars et enjeux de celle-ci¹⁴. Deux remarques sont toutefois nécessaires pour la compréhension de la situation actuelle dans la région.

D'une part, il est indéniable qu'une très grande partie de la population sierra-léonaise soutient une forme d'intervention particulièrement musclée de l'ancienne puissance coloniale, qui a pourtant considérablement réduit le domaine de souveraineté, en prenant notamment les commandes de l'armée et de la police nationale¹⁵. Néocolonialisme peut-être, mais aux conséquences pour l'heure bien anodines comparées à celles de la guerre ou d'un régime national considéré comme prédateur depuis l'indépendance : telle est également l'opinion, souvent formulée à Freetown et dans les provinces, qui fait donc une distinction essentielle entre la présence britannique et celle, perçue comme autrement plus dommageable, des forces nigérianes et régionales dans les années 1990. Alors que les États occidentaux peinent à fournir le moindre personnel militaire pour des opérations de maintien de la paix en Afrique, il y a là une situation singulière largement due, notamment, à la personnalité de Tony Blair et aux bévues de son gouvernement, il y a quelques années.

D'autre part, il est remarquable que, pour obtenir le succès de l'intervention onusienne et britannique en Sierra Leone, les choix les plus pragmatiques aient été faits par la Grande-Bretagne et les États-Unis, conduisant notamment à appuyer de fait les tactiques contre-insurrectionnelles du gouvernement guinéen, pourtant bien mal doté en valeurs démocratiques, que l'intervention devait promouvoir de l'autre côté de la frontière. Ce calcul, pour réaliste qu'il soit, n'est pas sans risque pour l'avenir. Il a fortement obéré les possibilités de coopération franco-britannique après les engagements de Saint-Malo et, surtout, n'ouvre guère de perspectives d'un meilleur ordre régional en dehors d'une stabilisation pour l'heure réussie en Sierra Leone et d'une relative mise sous pression de Charles Taylor, qui a peut-être trouvé dans la crise ivoirienne actuelle une manière de se repositionner dans le champ régional.

13. Voir notamment sa contribution au numéro spécial consacré à la guerre en République démocratique du Congo, F. van Acker et K. Vlassenroot, « Les "maï maï" et les fonctions de la violence milicienne dans l'est du Congo », *Politique africaine*, n° 84, décembre 2001, pp. 103-116.

14. Se reporter aux ouvrages récents cités en note et aux rapports d'International Crisis Group.

15. G. Salamé, *Appels d'empire. Ingérences et résistances à l'âge de la mondialisation*, Paris, Fayard, 1996.

Néanmoins, plusieurs contributions s'interrogent sur cette dimension internationale d'une manière souvent moins directe. William Reno, dans l'analyse qu'il propose de l'opposition armée à Charles Taylor, indique ainsi combien la volonté de la communauté internationale de minimiser l'emploi de certaines ressources (exploitation des « diamants de conflit », réseaux commerciaux informels) qui ont joué un rôle essentiel dans l'accession au pouvoir de Taylor réduit les marges de manœuvre d'une opposition qui ne dispose fondamentalement que de ces mêmes ressources. Le maintien au pouvoir de Taylor s'explique alors essentiellement de deux manières: le fait qu'il dispose de ressources d'État liées à la souveraineté et à l'ordre régional; la possibilité pour les cadres libériens d'opter pour l'exil en laissant les tâches d'opposition à ce que certains ont appelé dans le passé des « lumpen-intellectuels¹⁶ ». C'est peut-être le texte de Marianne Ferme et Daniel Hoffman qui offre le point de vue le plus paradoxal par rapport à l'opinion commune. Ces deux auteurs, analysant le comportement de miliciens *kamajors*, montrent d'abord comment leur initiation valorise désormais des attitudes plutôt en conformité avec le discours international sur les droits de l'homme. Puis ils indiquent combien la répulsion internationale face aux atrocités a induit de nouveaux schèmes comportementaux: commettre une atrocité devient une manière d'attirer l'attention, d'obtenir une présence internationale... ■

Roland Marchal,
CERI

Ce texte d'introduction a été rédigé à partir de contributions de Mariane Ferme (University of California, Berkeley) et Comfort Ero (International Crisis Group, Freetown), qui ont dirigé ce dossier mais n'ont pu en relire la version finale pour des raisons techniques. Elles ne peuvent donc être tenues responsables des erreurs, approximations ou opinions qu'il contiendrait éventuellement.

16. Pour une approche différente, voir R. Marchal, « Atomisation des fins et radicalisme des moyens. De quelques conflits africains », *Critique internationale*, n° 6, hiver 2000.